

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2008)  
**Heft:** 3

**Artikel:** Al-Qaida en Irak : les conséquences régionales d'un retrait américain  
**Autor:** Korewa, Victor  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-346867>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 05.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Les informateurs/interprètes irakiens sont indispensables aux patrouilles américaines.  
Photos © US Army.

## Al-Qaida en Irak: les conséquences régionales d'un retrait américain

**Victor Korewa**

En Irak comme en Afghanistan, la présence de troupes étrangères et d'ONG de tout bord alimente le repli identitaire et favorise les actions terroristes. En Irak par exemple, les Etats-Unis, ainsi que le gouvernement de Nouri Al-Maliki, pensent que la construction d'un mur séparant les différentes communautés va diminuer le cercle infernal des violences. « Le plan de sécurité de Bagdad semble avoir pour but ultime de morceler la capitale en réduits ethnico-confessionnels, comme si la démocratie que les Américains avaient promis d'apporter se définissait par le dépeçage et les déchirements qui ramènent le pays à l'âge de pierre »<sup>1</sup>. Aucun irakien ne supporte une telle idée. Si la majorité de la population ne désire pas cette « ghettoïsation » imposée, il faut alors lui tendre l'oreille.

En effet, en matière contre-terroriste, le premier pilier sur lequel il faut s'appuyer est l'ensemble des populations. « Dans chaque cas [que cela soit en Irak, Afghanistan ou encore au Liban], le processus de récusation du terrorisme doit venir de la communauté même au nom de laquelle l'action est menée. Sans doute est-il possible, de l'extérieur, de contribuer à l'élimination du terrorisme. Mais la bataille idéologique relève de l'intérieur du groupe au nom duquel le mouvement terroriste prétend agir »<sup>2</sup>. Il faut donc gagner la confiance des populations mécontentes, au risque d'approfondir encore plus une crise déjà fortement entamée. C'est par une action psychologique qu'il va falloir « reprendre l'ascendant moral et intellectuel sur l'adversaire par une information ciblée »<sup>3</sup>. Il faudrait par exemple mettre en avant le « domaine crucial du *fiqh* (la jurisprudence islamique), à savoir la légitimité à déclarer par une *fatwah* qu'une



Une cache d'armes et d'explosifs découverte le 13 janvier à Hamid Shaban par une patrouille du 1st Sqn, 33rd Cavalry, 3rd BCT, 101 Airborne Division (Air Assault).

personne est *takfir* (impie)<sup>4</sup>. Il est évident que la situation actuelle en Irak n'a rien d'une stratégie visant à gagner « les cœurs et les esprits » - les fameuses opérations « *Hearts & Minds* ». Avec une situation quotidienne impossible à vivre, les populations se voient contraintes à l'exil, principalement en Syrie. D'autres restent malgré elles en Irak, pouvant potentiellement être prises pour cibles ou alors comme candidates au martyre.

Il en ressort qu'il existe un dialogue de sourds entre, d'une part, les populations et les milices de toutes obédiences et, d'autre part, le gouvernement irakien et la

1 Khoury, Elias, « Un mur de mauvais augure », *Al-Quds al-arabi*, in *Courrier International*, n° 860, p.33.

2 Géré, François, *Pourquoi le terrorisme?* Larousse, Paris, 2006, p. 156.

3 Wicht, Bernard, « Quelles réponses aux défis stratégiques contemporains? – Une grille d'analyse », *Military Power Revue de l'armée suisse*, n° 1, avril 2007, p. 36.

4 Géré, Op.Cit., p. 156.



Souvent, les armes découvertes – à l’instar de celles-ci, mises à jour par l’armée irakienne – sont obsolètes et inutilisables.

coalition occupante. Ce dialogue doit être reconstruit. La population doit être écoutée et le gouvernement doit agir en tant que représentant de la volonté du peuple. Afin donc de limiter, voire de couper, le foyer de recrutement au *djihâd* que représente la population, il faut que soit installé un « climat favorable au sein de la population pour les opérations des forces de l’ordre »<sup>5</sup>. « L’action paramilitaire vise à s’appuyer sur les organisations armées déjà existantes (milices civiques d’autodéfense, société de gardiennage) et à créer des forces locales supplétives (une telle action a également pour effet de renforcer la confiance de la population qui se voit confier la responsabilité de sa propre sécurité »<sup>6</sup>. Il s’agit donc premièrement pour l’Etat de bien se faire voir par sa population : lui donner l’accès à l’eau courante, à l’électricité, à l’éducation, etc. Tout comme pour le cas de l’action paramilitaire, cela fait aussi partie des principaux modes d’action de la doctrine de la contre-insurrection, qui « vise à soustraire la population à l’emprise de l’adversaire (...) en lui garantissant sa sécurité, ses conditions de vie (maintien du tissu socio-économique) et sa liberté (libre processus de décision au niveau local – quartiers, municipalités) »<sup>7</sup>. Mais est-ce possible si des troupes étrangères sont toujours présentes dans leur pays? Au vu que cette présence est une des bases du mécontentement irakien, il est à parier que le retrait des troupes étrangères est plus que nécessaire : il est vital pour la population irakienne. Le risque est que le pays implose par la suite d’un tel retrait. Mais il faut garder en tête la célèbre phrase de Charles Tilly : « L’Etat

5 Baud, Jacques, *Le renseignement et la lutte contre le terrorisme*, Lavauzelle, Panazol, 2005, p. 359.

6 Wicht, Op.Cit., p. 36.

7 Ibid.



Patrouille de soldats irakiens à Um Qasr.

fait la guerre et la guerre fait l’Etat ». En rapport avec cette fameuse phrase, dans un article de l’*International Herald Tribune*, Thomas L. Friedman propose sa vision d’un retrait de l’armée US du territoire irakien :

« Notre départ va autant déchaîner la violence qu’il va l’éliminer (...) Les voisins [de l’Irak], à savoir l’Iran, la Syrie et d’autres Etats arabes regardent l’Irak et croient clairement que le chaos contrôlé y est leur ami (...) Mais à la minute où les Américains partiront, le chaos en Irak ne sera plus leur ami. Tout d’abord, si la guerre civile éclate, la Syrie, un pays majoritairement sunnite, devra supporter les Sunnites irakiens. L’Iran chiite devra supporter les Chiïtes irakiens. Ce qui signifierait que l’Iran et la Syrie, alliés en ce moment, s’opposeraient dans la guerre civile irakienne. Ce qui leur laissera le choix entre l’affrontement direct ou le travail autour d’un règlement de la guerre. Qui plus est, nous sommes [les Etats-Unis] en ce moment « Mr. Big » en Irak, subissant toute la colère populaire. Mais à la minute où nous sommes partis, l’Iran devient « Mr. Big » et les ancestrales tensions entre les Chiïtes arabes d’Irak et les Chiïtes perses d’Iran referont surface. L’Iran et Moktada al-Sadr se dresseront l’un contre l’autre »<sup>8</sup>.

Les conséquences d’un retrait américain du territoire irakien sont donc connues et craintes par Al-Qaïda. En effet, Al-Qaïda craint pour le futur de la minorité sunnite irakienne dans un pays dominé par les Chiïtes et pour le rôle dominant que pourrait avoir l’Iran dans la région dans une configuration politique de post-occupation en Irak. Cela ferait ressurgir une nouvelle représentation de la puissance passée de l’Empire perse et Al-Qaïda ne le souhaite absolument pas. C’est pourquoi elle tente par tous les moyens d’exploiter les tensions entre les Etats-Unis et l’Iran, afin de faire éclater un conflit militaire entre ces deux pays. D’une pierre -une guerre entre l’Iran et les Etats-Unis- Al-Qaïda ferait alors deux coups : ses deux principaux ennemis se battraient entre eux, contrariant encore plus les Musulmans à travers le monde, ce qui accroîtrait le champ de bataille d’Al-Qaïda et légitimerait ainsi encore plus ses actions contre les Etats-Unis. « Le plus grand danger serait qu’Al-Qaïda provoque délibérément une guerre avec une opération « faux-

8 Friedman, Thomas L., « Make a date to leave », *International Herald Tribune*, décembre 9-10 2006, p. 4. Traduction par l’auteur.

drapeau » (« *false-flag* » *operation*), comme par exemple une attaque terroriste exécutée de telle sorte qu'elle fasse croire que c'est l'Irak qui en est le commanditaire<sup>9</sup>. Si on laisse le conflit en Irak devenir régional (et non plus « international » dans le sens de la présence militaire des Etats-Unis), alors il pourrait résulter à terme des négociations, qui mèneraient à une pacification de la situation politique en Irak<sup>10</sup>. Certes, comme le pense le Dr. Zinedine Zeraoui, « le terrorisme ne disparaîtra pas, mais il se réduira énormément ». Le processus est simple bien que très violent, comme ce fut le cas en Algérie durant la décennie 1990. A force de combats pour savoir qui détiendra tel poste dans tel ministère, l'Etat pourra peu à peu se construire. Le fait est qu'il faut un gouvernement vu de manière légitime par l'ensemble de la population. Et ce crédit de légitimité pourra advenir par le retrait des troupes américaines. Si les violences terroristes continuent malgré ces choix, celles-ci devraient disparaître à terme, puisqu'elles n'auront plus de raison d'être. Le principal est encore une fois de retirer toute légitimité aux terroristes. Pour parodier la fameuse expression de Mao Tsé-Toung, selon laquelle le *guérillero* doit « être dans la population comme un poisson dans l'eau », il faudrait donc enlever l'eau, c'est-à-dire séparer les terroristes des populations dans lesquelles ils baignent. Il est possible d'y parvenir en gagnant les cœurs et les esprits, donc en menant une guerre de l'influence. Prenons comme exemple le cas de l'Arabie saoudite. On sait qu'Al-Qaida, sans le moindre scrupule politique et éthique, recherche l'effet de masse dans les attentats qu'elle fomente. Il n'y a pas eu cependant « d'attentats totalement 'indiscriminés' en Arabie saoudite. 'Indiscrimination' pour les étrangers et les 'mauvais dirigeants' sans doute, mais certainement pas à l'égard de la population. Une dérive pourrait se produire, à mesure de la perte d'influence du mouvement politique dans le pays même. Il s'agit là d'une des clés de l'avenir du terrorisme islamiste »<sup>11</sup>.

V.K.



Entraînement au tir de soldats irakiens, encadrés par l'US Army.

<sup>9</sup> Riedel, Bruce, « Al Qaeda Strikes Back », *Foreign Affairs*, mai/juin 2007, p.4 ([www.foreignaffairs.org/20070501faessay86304/bruce-riedel/al-qaeda-strikes-back.html](http://www.foreignaffairs.org/20070501faessay86304/bruce-riedel/al-qaeda-strikes-back.html)).

<sup>10</sup> Reste encore la question du conflit actuel entre la Turquie et le PKK. Le parti des travailleurs kurdes est considéré comme une organisation terroriste par Ankara.

<sup>11</sup> Géré, Op.Cit., p. 155.

## Nouvelles brèves

### Nominations

**07.03.2008** - Le Conseil fédéral a nommé le **divisionnaire Jean-Jacques Chevalley au poste de conseiller du chef du DDPS en matière de politique militaire** et le **colonel EMG Jean-Philippe Gaudin** - avec promotion au rang de brigadier - au poste de **chef du Service de renseignement militaire (SRM)**. Le Conseil fédéral a également pris acte du départ du commandant de la Formation supérieure des cadres de l'armée, le divisionnaire Ulrich Zwygart, qui travaillera désormais pour le secteur privé.

Le divisionnaire Markus Rusch, conseiller en matière de politique militaire, prendra sa retraite à la fin du mois de mai prochain. Le conseiller fédéral Samuel Schmid adresse ses remerciements au divisionnaire Rusch pour les services rendus. Le Conseil fédéral a nommé son successeur en la personne du divisionnaire Jean-Jacques Chevalley (59 ans), originaire du canton de Vaud, actuellement commandant de la Formation d'application de la logistique. C'est en 1972 que le div Chevalley est entré dans le corps des instructeurs des troupes de soutien. Il a suivi les cours de la Scuola di Guerra, à Civitavecchia, en Italie, et a accédé, en 1996, au poste de suppléant du directeur de l'Office fédéral des armes et des services de la logistique. A compter de 1999, il a été engagé comme inspecteur de ce même office.

Le conseiller fédéral Samuel Schmid remercie aussi le brigadier Charles-André Pfister, chef du Service de renseignement militaire, pour les services rendus. Le br Pfister prendra également sa retraite à la fin du mois de mai. Le Conseil fédéral a nommé son successeur en la personne du colonel EMG Jean-Philippe Gaudin (46 ans), originaire du canton de Vaud, et qui sera promu le 1er juin 2008 au rang de brigadier. Le col EMG Gaudin est entré dans le corps des instructeurs des troupes mécanisées et légères en 1987. Au cours de sa carrière, il a acquis une grande expérience sur le plan international. Il a ainsi commandé un bataillon de soutien de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine; il a aussi suivi les cours du Nato Defence College, à Rome, l'International Intelligence Director's Course, à Chicksands, en Grande-Bretagne, et a parfait son instruction à l'Institut des hautes études de défense nationale, à Paris. Depuis 2005, le col EMG Gaudin est le remplaçant du chef du Service de renseignement militaire.

Enfin, le Conseil fédéral a aussi remercié de ses services le divisionnaire Ulrich Zwygart qui, à sa demande, sera déchargé de son commandement à la tête de la Formation supérieure des cadres de l'armée à la fin du mois de juin prochain. Le div Zwygart quitte son poste pour une position de cadre supérieur dans l'économie privée.

<http://www.admin.ch/aktuell/00089/?lang=fr&msgid=17703>

**14.03.2008 Jakob Baumann a été nommé nouveau chef de l'armement.** Le divisionnaire Jakob Baumann, âgé de 50 ans, chef de la planification de l'armée a été nommé vendredi nouveau chef de l'armement et du domaine départemental armasuisse au DDPS, par le Conseil fédéral. M. Baumann succédera le 1er juin 2008 à M. Alfred Markwalder qui part à la retraite.

Le nouveau chef de l'armement et du domaine départemental armasuisse sera dès le 1er juin 2008 M. Jakob Baumann, âgé de 50 ans et originaire d'Oberentfelden AG et de Pampigny VD. Le Conseil fédéral a nommé vendredi le divisionnaire et chef de l'Etat-major de planification de l'armée en qualité de successeur de M. Alfred Markwalder.

M. Jakob Baumann a achevé ses études aux universités